



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 56.045/4
du 12 mai 2014

advies 56.045/4
van 12 mei 2014

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'fixant les
conditions d'octroi d'une
subvention pour des travaux de
conservation à un bien classé'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot vaststelling van
de voorwaarden voor het
toekennen van een subsidie
voor werken tot behoud van
een beschermd goed'

Le 11 avril 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté Publique, de la Coopération au Développement et de la Statistique régionale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation à un bien classé'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 12 mai 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 mai 2014.

*

Op 11 april 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid, Ontwikkelingssamenwerking en Gewestelijke Statistiek verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 12 mei 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 mei 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Il ressort du dossier transmis au Conseil d'État, de l'article 4 du projet à l'examen, et de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 'fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation à un bien classé', que lorsque les travaux qui font l'objet de la demande de subvention nécessitent un permis d'urbanisme, l'intention est de permettre au demandeur de la subvention d'introduire sa demande postérieurement à l'introduction de sa demande de permis, à la condition que la demande de subvention soit introduite avant le début de l'exécution des actes et travaux concernés ¹.

Par ailleurs, l'article 6, alinéa 1^{er}, du projet prévoit que :

« Si le dossier est complet, l'administration adresse au demandeur, un accusé de réception dans les vingt jours, de la réception de la demande de subvention ou de la notification du permis d'urbanisme concernant ces travaux, lorsqu'il est exigé ».

Dans le même contexte, l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, du projet dispose que :

« Lorsque les actes et travaux pour lesquels une demande de subvention est sollicitée nécessitent un permis d'urbanisme, l'autorité subsidiaire notifie sa décision par pli recommandé à la poste dans les deux mois après que le permis d'urbanisme est devenu définitif ».

Enfin, l'article 11, § 1^{er}, du projet, impose que le bénéficiaire de la subvention obtienne un permis d'urbanisme avant l'exécution des actes et travaux ayant fait l'objet de la subvention, lorsqu'un tel permis est requis.

Toutefois, ni l'article 5 du projet, relatif au contenu de la demande de subvention, ni aucune autre disposition du projet, ne prévoient que lorsqu'un permis d'urbanisme est requis, le demandeur de la subvention doit communiquer la demande de permis introduite, ni le permis d'urbanisme, une fois celui-ci obtenu.

De même, il n'est prévu aucun système permettant à l'autorité subsidiaire d'être informée de la date à laquelle le permis aura acquis un caractère définitif ².

¹ Dans le régime en vigueur, mis en place par l'arrêté du 30 avril 2003, la demande de subvention doit être introduite au plus tard en même temps que la demande de permis d'urbanisme.

² En un sens similaire, voir l'avis 34.621/4 donné le 18 mars 2003 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 'fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation relatif à un bien classé'.

Le texte en projet sera complété pour remédier à ces lacunes.

2. Le texte en projet entend permettre l'octroi des subventions concernées non seulement aux propriétaires, aux titulaires d'un droit d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie sur un bien classé, mais aussi :

1° aux titulaires d'un droit de concession domaniale sur un bien classé, pour autant que le concédant soit un bénéficiaire public au sens de l'article 1^{er}, 6°, du projet,

2° aux titulaires d'un bail commercial, pour autant que le bailleur soit un bénéficiaire public ou privé au sens de l'article 1^{er}, 6° ou 7°.

Ces deux nouvelles catégories de bénéficiaires – inexistantes *de lege lata* – posent différentes questions.

2.1. Tout d'abord, la section de législation se demande pour quels motifs les extensions considérées – s'agissant spécialement des titulaires de baux – ne visent que les baux commerciaux, et non les autres types de baux.

Sur ce point, il appartient aux auteurs du projet d'être en mesure d'établir les motifs raisonnables, adéquats et pertinents susceptibles de justifier, au regard du principe d'égalité, le traitement plus favorable ainsi octroyé aux titulaires de baux commerciaux.

À défaut, ce bénéfice ne pourra être maintenu.

2.2. Aucune disposition du projet ne règle la situation dans laquelle plusieurs personnes, spécialement le titulaire de droit réel d'une part, et le concessionnaire ou le preneur à bail d'autre part, introduiraient tous deux, concomitamment, une demande de subvention.

Le texte en projet semble perdre de vue cette hypothèse qui ne peut être exclue.

Sur ce point, dès lors que, quand un permis d'urbanisme est requis, l'obtention de ce permis conditionne la subvention, la section de législation se demande s'il n'y a pas lieu de prendre en outre en considération, pour déterminer le bénéficiaire de la subvention, la personne qui est le titulaire du permis d'urbanisme.

2.3. Aucune disposition ne permet de déterminer quel sera le taux de la subvention lorsque le concessionnaire ou le preneur à bail commercial est un « bénéficiaire privé », alors que le titulaire de droit réel est un « bénéficiaire public » – ou le contraire.

S'il ressort de la note au Gouvernement relative au texte en projet que le taux applicable sera celui déterminé à raison de la qualité du titulaire de droit réel, bénéficiaire « originaire », ceci ne résulte toutefois pas du texte en projet lui-même.

De même, l'article 11, § 4, du projet, ne paraît pas prendre en considération les cas dans lesquels le concessionnaire ou le preneur à bail ne bénéficierait plus de la concession ou du bail.

Ces questions doivent être réglées expressément.

2.4. Le texte en projet sera revu et complété à la lumière de l'ensemble de ces observations.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Dans l'alinéa 1^{er}, il convient de viser au titre de disposition du Code bruxellois de l'aménagement du territoire, l'article 240, § 1^{er}, modifié par l'ordonnance du 14 mai 2009 et par l'ordonnance du 15 mars 2013, et l'article 241, modifié par l'ordonnance du 14 mai 2009.

2. Il convient d'ajouter un alinéa nouveau visant l'avis du Conseil d'État, rédigé comme suit :

« Vu l'avis 56.045/4 du Conseil d'État, donné le 12 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »³.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Au regard du principe d'égalité, la section de législation n'aperçoit pas pour quels motifs ne sont pas visés, au titre des « bénéficiaires publics », les « établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles reconnues », alors que sont incluses dans cette catégorie les « associations chargées de la gestion du temporel des cultes reconnus »⁴.

À ce propos, la note au Gouvernement relative au texte en projet expose ce qui suit :

« Il est proposé de supprimer 'Les établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles reconnues' de la liste des bénéficiaires publics potentiels. Le conseil central Laïc (CAL) et son équivalent néerlandophone (UVVV) [lire : UVV] étaient ici visés. La Cour des comptes, estimant cette formulation obsolète et difficilement compréhensible et ce cas de figure ne s'étant jamais présenté depuis la mise en œuvre de l'AGRBC de 2003, il est proposé de supprimer cette mention ».

Ces justifications ne peuvent être suivies.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2, par analogie.

⁴ En un sens similaire, voir l'avis 34.621/4 déjà cité.

1° La seule affirmation que les termes employés seraient obsolètes ou peu clairs ne peut suffire à justifier l'exclusion pure et simple de la catégorie envisagée. Au demeurant, la section de législation n'aperçoit pas en quoi la terminologie employée serait obsolète ou ambiguë⁵ : la preuve en est que l'auteur du projet décrit lui-même, avec précision, les établissements visés.

2° La circonstance que, sous l'empire de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 'fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation relatif à un bien classé', ni le CAL, ni l'UVV n'auraient introduit de demande de subvention n'est pas pertinente : cette hypothèse ne peut en effet pas être exclue pour l'avenir.

Le texte en projet sera revu en conséquence.

2. Au 8° de la disposition à l'examen, est envisagée l'hypothèse où, en vertu de l'article 4 du Code des impôts sur les revenus 1992⁶, une personne n'est pas assujettie à l'impôt des personnes physiques.

La section de législation se demande quels sont les revenus à prendre en considération dans cette hypothèse et sur quels éléments concrets il y a lieu de se fonder pour en déterminer le montant avec suffisamment de certitude.

Le texte sera complété en conséquence⁷.

3. Au 10°, il y a lieu de mentionner la date de l'ordonnance 'organique de la revitalisation urbaine' à savoir le 28 janvier 2010.

Article 2

Il est inutile de mentionner la disposition où figurent les définitions des termes employés. En conséquence, les mots « tel que défini à l'article 1^{er}, 6° [et [ou] 7°] » seront omis.

⁵ Voir, à ce propos, la loi du 21 juin 2002 'relative au Conseil central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique, aux délégués et aux établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles reconnues'. Voir aussi la loi du 2 août 1974 'relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques, des ministres des cultes et des délégués du Conseil central laïque'.

⁶ Dans cette définition, comme au 9°, il y a lieu d'utiliser la dénomination exacte du code «Code des impôts sur les revenus» conformément à son intitulé officiel.

⁷ En un sens similaire, voir l'avis 46.930/4 donné le 8 juillet 2009 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation à un bien classé'.

Article 5

L'article 5, § 1^{er}, 4°, b), 3^e tiret, du projet fait état de « travaux dûment autorisés, complémentaires à des travaux qui ont fait l'objet d'une précédente demande de subvention et qui ne peuvent être exécutés par un autre entrepreneur sans inconvénient majeur ».

La question se pose de savoir quelle est la portée des termes « dûment autorisés ». Si l'intention est de viser par là les travaux pour lesquels le permis d'urbanisme éventuellement requis a été délivré et a acquis un caractère définitif au sens de l'article 7, § 2, du projet, le texte sera revu de manière à le préciser⁸.

Par ailleurs, il convient de mentionner chaque fois les « actes et travaux ».

Article 8

1. Au paragraphe 2, 4°, ainsi qu'au paragraphe 3, la section de législation n'aperçoit pas, au regard du principe d'égalité, les motifs susceptibles de justifier que les limitations prévues aux subventions concernées s'appliquent non seulement quand la négligence ou le manquement aux obligations concernées est imputable au bénéficiaire de la subvention, mais également lorsque ceux-ci sont imputables, de manière générale au « propriétaire actuel ou [aux] propriétaires successifs » (paragraphe 2, 4°), ou au « propriétaire ou [au] gardien du bien » (paragraphe 3).

À défaut de justifications pertinentes, raisonnables et adéquates, la restriction envisagée par ces paragraphes sera limitée aux faits imputables au bénéficiaire ou à ses ayant-droits.

Subsidiairement, il conviendrait de prendre également en considération les droits réels autres que le droit de propriété, visés à l'article 2, 1°, du projet, ainsi que les concessions et baux visés à l'article 2, 2° et 3°.

Le texte en projet sera revu à la lumière de ces observations.

2. La question se pose de savoir si le « non-respect de l'obligation de maintien en bon état » au sens du paragraphe 2, 4°, ne constitue pas nécessairement « une violation de la réglementation patrimoniale » au sens du paragraphe 3.

Dans l'affirmative, la section de législation s'interroge sur le régime qui sera applicable à cette hypothèse : sera-ce le paragraphe 2 ou le paragraphe 3 ?

Le texte en projet sera revu afin de lever toute ambiguïté à ce propos.

3. Sans préjudice à l'observation 1 ci-avant, le paragraphe 3 met en place un régime dérogatoire à une règle qui n'est pas posée expressément, à savoir la circonstance qu'en principe,

⁸ En un sens similaire, voir l'avis 46.930/4 déjà cité.

les actes et travaux « rendus nécessaires par suite d'une violation de la réglementation urbanistique et/ou patrimoniale » sont exclus du bénéfice aux subventions.

Le texte en projet sera complété de sorte qu'avant de prévoir une exception, il fixe la règle à laquelle l'autorité subsidiaire pourra déroger.

Article 10

1. Le texte en projet doit être revu de sorte qu'il apparaisse clairement si les conditions énumérées au paragraphe 3 sont cumulatives ou non.

2. Le paragraphe 4 prévoit ce qui suit :

« § 4. Le taux de subvention pour un bénéficiaire privé peut être fixé à 80 % des dépenses admissibles à la subvention

1° lorsqu'il s'agit de reconstruire des éléments disparus conformément à l'article 3, 11°, et ce par décision spécialement motivée quant à la pertinence, à la plus-value patrimoniale, ainsi qu'au surcoût des actes et travaux.

2° l'immeuble est profondément dégradé et inexploité depuis au moins le 1^{er} janvier 2000.

Dans ces cas, l'autorité subsidiaire peut exiger du bénéficiaire qu'il s'engage à rendre accessible au public, conformément à l'article 11, § 1^{er}, 6°, le bien ou les parties du bien concerné ».

Cette disposition appelle les observations suivantes :

1° Le texte en projet doit être revu de sorte qu'il apparaisse clairement si les conditions énumérées au paragraphe 4 sont cumulatives ou non.

2° L'emploi du verbe « pouvoir » implique que l'autorité subsidiaire dispose d'un pouvoir d'appréciation quant à l'octroi du taux de subvention majoré et à l'imposition de l'obligation d'accessibilité du bien.

Le texte en projet doit énumérer les critères à prendre en considération par l'autorité subsidiaire pour décider d'octroyer ou pas ce taux majoré, ou d'imposer ou pas l'obligation de rendre accessible au public le bien concerné.

Si l'alinéa 1^{er}, 1°, comporte de tels critères, il n'en va pas de même de l'alinéa 1^{er}, 2°, ni de l'alinéa 2.

Le texte en projet sera complété en conséquence.

3. L'article 11, § 1^{er}, 6° impose au bénéficiaire ou à la « personne qui prend en charge les travaux »⁹ de « s'engager, par une convention à conclure avec l'administration, à

⁹ Sur cette expression, voir l'observation 1 ci-après relative à l'article 11 du projet.

rendre le bien classé accessible au public selon les modalités prévues dans l'arrêté pris en application de l'article 298, alinéa 2 du CoBAT, lorsqu'il obtient, en qualité de bénéficiaire privé, une subvention en application des articles 10, § 3 et 10, § 4, alinéa 2 ».

Or, dans l'article 10, seul le paragraphe 4 permet à l'autorité subsidiaire d'imposer au bénéficiaire (et, au surplus, seulement à ce dernier) de s'engager à rendre accessible au public le bien ou les parties du bien concerné.

Le texte en projet sera revu afin de lever ces incohérences.

Article 11

1. La question se pose de savoir ce que l'on entend par les mots « la personne qui prend en charge les travaux ». Le texte en projet sera revu aux fins de préciser cette notion.

2. Selon le paragraphe 1^{er}, 5°, c'est à l'administration qu'il revient de juger du caractère suffisant des assurances concernées. Dans la mesure où l'autorité subsidiaire est définie par l'article 1^{er}, 5°, comme le Gouvernement ou, en cas de délégation, le ministre ou le secrétaire d'État, c'est à cette autorité et non à l'administration que cette décision devrait appartenir ¹⁰.

La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour l'article 11, § 1^{er}, 6°, s'agissant de la convention à conclure en vue de rendre le bien classé accessible au public.

3. Au paragraphe 3, 2°, il convient de remplacer les mots « pendant et après travaux ; » par les mots « pendant et après actes et travaux ; ».

4. Au paragraphe 4, 2°, le texte en projet impose l'obligation suivante :

« le bénéficiaire qui revend le bien classe ou cède ses droits sur celui-ci dans les cinq ans suivant le paiement de la subvention, notifie à l'administration copie de l'acte authentique de vente du bien ou de cession de droits par le bénéficiaire dans le mois de sa passation, en y joignant une copie de l'acte authentique par lequel il avait acquis le bien ou les droits qu'il cède et une copie de la décision octroyant la subvention ».

S'agissant de la communication des copies des actes authentiques de vente d'un bien ou de cession de droits, une telle obligation est excessive.

Comme la section de législation l'a rappelé à plusieurs reprises, pareille exigence ne peut porter atteinte à la protection de la vie privée et familiale tant du bénéficiaire que des tiers lorsque, par la fourniture de la copie de tels actes authentiques, le bénéficiaire de la subvention doit fournir la copie d'actes qui révèlent l'origine de propriété de biens immeubles, par exemple à la suite de donation ou de succession, de contrats de mariage ou d'actes de partage, ou qui révèlent leur destination dans le chef de tiers à la demande de subvention. On doit préférer des exigences qui ont la moindre immixtion dans la vie privée ou familiale des personnes. Mieux vaut

¹⁰ En un sens similaire, voir l'avis 34.621/4 déjà cité.

parler, par exemple, d'attestations portant sur des éléments précis et seulement nécessaires au contrôle de l'emploi de la subvention ¹¹.

Article 13

1. Tel que le paragraphe 2 de la disposition à l'examen est rédigé, il laisse entendre que ne sont pas seules prises en compte pour l'application de cette disposition les plus-values réalisées en raison des actes et travaux qui ont justifié l'octroi de la subvention prévue par l'arrêté en projet.

La section de législation n'aperçoit pas ce qui, au regard du principe d'égalité, pourrait justifier que des plus-values réalisées par exemple en raison d'actes et de travaux autres que ceux qui peuvent faire l'objet de subventions en vertu de l'arrêté en projet, seraient déduites de la subvention octroyée en vertu de celui-ci ¹².

Le texte en projet sera revu à la lumière de cette observation.

2. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, comme ailleurs dans le projet, il convient de viser « l'article 101, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 » ¹³.

Article 15

Selon l'article 15 de l'arrêté en projet, ce dernier ne s'applique pas aux demandes de subventions introduites avant son entrée en vigueur.

¹¹ Voir l'avis 54.834/4 donné le 2 avril 2014 sur un projet d'arrêté 2013/667 du Collège de la Commission communautaire française 'modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 27 février 2003 portant règlement de l'octroi de subventions à l'investissement aux maisons d'accueil' et l'avis 54.859/4 donné le 27 janvier 2014 sur un avant-projet de décret 'relatif aux arts plastiques' (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2013-2014, n° 620/1, pp. 42-53).

Voir, dans le même sens, l'avis 47.913/4 donné le 22 mars 2010 sur un avant-projet devenu le décret du 29 octobre 2010 'relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments' (*Doc. parl.*, Ass. comm. comm., 2009-2010, n° 27/1, pp. 12-16), l'avis 44.526/4 donné le 9 juin 2008 sur un avant-projet devenu le décret du 5 mars 2009 'relatif à l'offre de services ambulatoires dans le domaine de l'Action sociale, de la Famille et de la Santé' (*Doc. parl.*, Ass. Comm. comm., 2007-2008, n° 141/1, pp. 101-110), en particulier l'observation 3, b) sous l'article 69 et l'avis 32.042/4 donné le 3 octobre 2001 sur un projet devenu l'arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 'relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle', en particulier la deuxième observation, alinéa 2, sous l'article 18.

¹² En un sens similaire, voir l'avis 34.621/4 déjà cité.

¹³ L'article 1^{er}, 8° et 9°, du projet.

Cette disposition n'organise par contre aucun régime transitoire en faveur des bénéficiaires des subventions déjà octroyées au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Or, celui-ci comporte, en ses chapitres VI, VII et VIII, des dispositions relatives aux obligations à charge du bénéficiaire, à la liquidation, au paiement et à la restitution de subventions qui, à défaut de disposition dérogatoire expresse, ont vocation à s'appliquer aux subventions déjà octroyées avant son entrée en vigueur.

Le texte devrait être complété afin de combler cette lacune ¹⁴.

*

¹⁴ En un sens similaire, voir l'avis 34.621/4 déjà cité.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Uit het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden en uit artikel 4 van het voorliggende ontwerp en artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed’ blijkt dat, wanneer de werken waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft, een stedenbouwkundige vergunning vereisen, het de bedoeling is de subsidieaanvrager de mogelijkheid te bieden zijn aanvraag in te dienen nadat hij de vergunning heeft aangevraagd, op voorwaarde dat de subsidieaanvraag wordt ingediend voordat de desbetreffende handelingen en werken aanvangen.¹

Voorts luidt artikel 6, eerste lid, van het ontwerp als volgt:

“Indien het dossier volledig is, stuurt het bestuur een ontvangstbewijs naar de aanvrager binnen de twintig dagen na ontvangst van de subsidieaanvraag of na de betekening van de stedenbouwkundige vergunning voor deze werken, als die vereist was”.

In hetzelfde verband bepaalt artikel 7, § 2, eerste lid, van het ontwerp het volgende:

“Wanneer de handelingen en werken waarvoor een subsidie wordt aangevraagd, een stedenbouwkundige vergunning vereisen, betekent de subsidieverlenende overheid haar beslissing via een bij de post aangetekend schrijven binnen de twee maanden nadat de stedenbouwkundige vergunning definitief werd”.

Tenslotte bepaalt artikel 11, § 1, van het ontwerp dat de subsidietrekker een stedenbouwkundige vergunning moet hebben verkregen vóór de uitvoering van de handelingen en werken waarop de subsidie betrekking heeft, als een dergelijke vergunning vereist is.

Maar noch artikel 5 van het ontwerp, dat betrekking heeft op de inhoud van de subsidieaanvraag, noch enige andere bepaling van het ontwerp stelt dat, als een stedenbouwkundige vergunning vereist is, de subsidieaanvrager de ingediende vergunningsaanvraag of de stedenbouwkundige vergunning ter kennis dient te brengen zodra hij deze heeft verkregen.

¹ In de thans geldende regeling die is ingevoerd bij het besluit van 30 april 2003, moet de subsidieaanvraag uiterlijk samen met de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning worden ingediend.

Er is evenmin voorzien in een regeling waarbij de subsidiërende overheid kan worden ingelicht over het tijdstip waarop de stedenbouwkundige vergunning definitief is geworden.²

De ontworpen tekst moet worden aangevuld om die tekortkomingen te verhelpen.

2. Het is de bedoeling dat de ontworpen tekst het mogelijk maakt om de desbetreffende subsidies niet alleen toe te kennen aan de eigenaars of houders van een recht van vruchtgebruik, van erfpacht of een opstalrecht op een beschermd goed, maar ook aan:

1° de houders van een domeinconcessierecht op een beschermd goed, voor zover de concessiegever een openbare begunstigde is, zoals bedoeld in artikel 1, 6°, van het ontwerp, en

2° de houders van een commerciële huurovereenkomst, voor zover de verhuurder een openbare of particuliere begunstigde is, zoals bedoeld in artikel 1, 6° of 7°, van het ontwerp.

Die twee nieuwe categorieën begunstigten - *de lege lata* onbestaand - doen verschillende vragen rijzen.

2.1. Vooreerst is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom de bedoelde uitbreidingen – inzonderheid wat de houders van huurovereenkomsten betreft – alleen betrekking hebben op de commerciële huurovereenkomsten, en niet op de andere types huurovereenkomsten.

In dat opzicht dienen de stellers van het ontwerp in staat te zijn de redelijke, afdoende en pertinente redenen op te geven waarmee de gunstigere regeling die aldus aan de houders van commerciële huurovereenkomsten wordt toegekend, kan worden gerechtvaardigd in het licht van het gelijkheidsbeginsel.

Bij gebreke daarvan, kan die begunstiging niet worden gehandhaafd.

2.2. Geen enkele bepaling van het ontwerp regelt het geval waarin verscheidene personen, inzonderheid de houder van het zakelijk recht enerzijds en de concessionaris of de huurder anderzijds, beiden tegelijkertijd een subsidieaanvraag zouden indienen.

De ontworpen tekst lijkt die niet uit te sluiten mogelijkheid over het hoofd te zien.

In dat opzicht stelt de afdeling Wetgeving zich de volgende vraag: indien een stedenbouwkundige vergunning vereist is en het verkrijgen van deze vergunning een voorwaarde is om de subsidie te verkrijgen, moet dan ook niet de houder van de stedenbouwkundige vergunning in aanmerking worden genomen bij het bepalen van de begunstigde van de subsidie?

2.3. Uit geen enkele bepaling kan worden opgemaakt wat het subsidiepercentage zal zijn wanneer de concessionaris of de huurder van een bedrijfsruimte een “particuliere begunstigde” is, terwijl de houder van het zakelijk recht een “openbare begunstigde” is – of omgekeerd.

² Zie ook advies 34.621/4 gegeven op 18 maart 2003 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed’.

Ook al kan uit de nota aan de regering met betrekking tot de ontworpen tekst worden opgemaakt dat het toepasselijke percentage wordt vastgesteld op grond van de hoedanigheid van de houder van het zakelijk recht - die de "oorspronkelijke" begunstigde is -, toch blijkt dit niet uit de ontworpen tekst zelf.

Op dezelfde wijze lijkt artikel 11, § 4, van het ontwerp niet de gevallen in overweging te nemen waarin de concessionaris of de huurder niet meer zou beschikken over de concessie of de huurovereenkomst.

Die kwesties moeten uitdrukkelijk worden geregeld.

2.4. De ontworpen tekst moet in het licht van al die opmerkingen worden herzien en aangevuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid moet, wat de bepalingen van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening betreft, worden verwezen naar artikel 240, § 1, dat is gewijzigd bij de ordonnantie van 14 mei 2009 en bij de ordonnantie van 15 maart 2013, en naar artikel 241, dat is gewijzigd bij de ordonnantie van 14 mei 2009.

2. Er moet een nieuw lid worden toegevoegd dat naar het advies van de Raad van State verwijst in de volgende bewoordingen:

"Gelet op advies 56.045/4 van de Raad van State, gegeven op 12 mei 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;"³

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In het licht van het gelijkheidsbeginsel is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom onder "openbare begunstigde" niet wordt verwezen naar de "instellingen belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele filosofische gemeenschappen", terwijl in deze categorie de "verenigingen belast met het beheer van de temporalia van de erkende erediensten" zijn opgenomen.⁴

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2, bij analogie.

⁴ Zie ook het reeds genoemde advies 34.621/4.

Hieromtrent geeft de nota aan de regering met betrekking tot de ontworpen tekst het volgende te kennen:

“Er wordt voorgesteld ‘de instellingen belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele filosofische gemeenschappen’ te schrappen uit de lijst met mogelijke openbare begunstigden. Het betrof een verwijzing naar de “conseil central Laïc (CAL) en zijn Nederlandstalige tegenhanger UVV. Aangezien het Rekenhof oordeelde dat deze formulering verouderd en moeilijk te begrijpen was en nooit gebruik is gemaakt van dit element bij de uitvoering van het besluit van 2003, wordt voorgesteld deze vermelding te schrappen”.

Die motivering kan niet worden aangenomen.

1° De loutere bewering dat de gebruikte formulering verouderd en moeilijk te begrijpen zou zijn, volstaat niet om de bedoelde categorie zonder meer te schrappen. Voorts is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom de gebruikte terminologie verouderd of onduidelijk zou zijn⁵: het bewijs hiervoor is dat de steller van het ontwerp zelf een nauwkeurige beschrijving van de bedoelde instellingen geeft.

2° De omstandigheid dat, onder de gelding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed’, noch de CAL, noch de UVV een subsidieaanvraag zou hebben ingediend, is niet ter zake dienend: het is immers niet uitgesloten dat dit geval zich in de toekomst voordoet.

De ontworpen tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. In onderdeel 8° van de voorliggende bepaling wordt rekening gehouden met het geval dat een persoon, krachtens artikel 4 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992⁶, niet onderworpen is aan de personenbelasting.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af met welke inkomens in dat geval rekening moet worden gehouden en op welke concrete gegevens er moet worden gesteund om het bedrag ervan met voldoende zekerheid te bepalen.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld.⁷

3. In onderdeel 10° moet de datum worden vermeld van de ‘ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering’, te weten 28 januari 2010.

⁵ Zie hieromtrent de wet van 21 juni 2002 ‘betreffende de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België, de afgevaardigden en de instellingen belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen’. Zie ook de wet van 2 augustus 1974 ‘betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten, van de bedienaars van de erkende erediensten en van de afgevaardigden van de Centrale Vrijzinnige Raad’.

⁶ In deze definitie, moet, net zoals in onderdeel 9°, de exacte benaming van het wetboek worden gebruikt: “Wetboek van de inkomstenbelastingen” overeenkomstig het officiële opschrift ervan.

⁷ Zie ook advies 46.930/4, gegeven op 8 juli 2009 over een ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed’.

Artikel 2

Het is niet dienstig de bepaling te vermelden waarin de definities van de gebruikte termen zijn opgenomen. De woorden “zoals bedoeld in art. 1, 6° (en (of) 7°)” moeten dan ook worden weggelaten.

Artikel 5

In artikel 5, § 1, 4°, b), 3^{de} streepje, van het ontwerp is er sprake van “behoorlijk vergunde werken, aanvullend bij werken die het voorwerp van een eerdere subsidieaanvraag hebben uitgemaakt en die niet zonder groot nadeel door een andere aannemer kunnen worden uitgevoerd”.

De vraag rijst wat de strekking is van de woorden “behoorlijk vergunde”. Indien daarmee de werken bedoeld worden waarvoor de mogelijk vereiste stedenbouwkundige vergunning afgegeven is en definitief geworden is, als bedoeld in artikel 7, § 2, van het ontwerp, behoort de tekst aldus te worden herzien dat dit daarin verduidelijkt wordt.⁸

Bovendien behoort telkens weer melding te worden gemaakt van de “handelingen en werken”.

Artikel 8

1. Gelet op het gelijkheidsbeginsel is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom in paragraaf 2, 4°, alsook in paragraaf 3, de mogelijke redenen voor de beoogde beperkingen van de subsidiebedragen waarvan sprake, niet alleen gelden wanneer de subsidietrekker de bedoelde verplichtingen verwaarloost of niet nakomt, maar ook wanneer dit op meer algemene wijze het geval is met “de huidige eigenaar of de opeenvolgende eigenaars” (paragraaf 2, 4°), of met “de eigenaar of de bewaker van het goed” (paragraaf 3).

Bij ontstentenis van pertinente, redelijke en afdoende redenen, mag de in die paragrafen beoogde beperking alleen gelden voor de feiten die toegeschreven kunnen worden aan de begunstigde of aan de rechthebbenden.

In bijkomende orde verdient het aanbeveling om eveneens rekening te houden met de in artikel 2, 1°, van het ontwerp bedoelde andere zakelijke rechten dan het eigendomsrecht, alsook met de concessierechten en de huurovereenkomsten, bedoeld in artikel 2, 2° en 3°.

De ontworpen tekst behoort te worden herzien in het licht van die opmerkingen.

2. De vraag rijst of “het niet naleven van de verplichting om het goed in goede staat te behouden” als bedoeld in paragraaf 2, 4°, niet noodgedwongen “een inbreuk op de erfgoedkundige regelgeving” uitmaakt, als bedoeld in paragraaf 3.

⁸ Zie ook het reeds genoemde advies 46.930/4.

Indien dat inderdaad zo is, vraagt de afdeling Wetgeving zich af welke regeling in dat geval van toepassing is: is het de regeling van paragraaf 2 of die van paragraaf 3 ?

De ontworpen tekst behoort te worden herzien teneinde elke onduidelijkheid in dat verband te vermijden.

3. Onverminderd de hiervoor geformuleerde opmerking 1, voert paragraaf 3 een afwijking in op een regel die niet uitdrukkelijk wordt bepaald, namelijk de omstandigheid dat in principe de handelingen en werken die “noodzakelijk werden als gevolg van een inbreuk op de stedenbouwkundige en/of erfgoedkundige regelgeving” niet in aanmerking komen voor de toepassing van de subsidieregeling.

De ontworpen tekst behoort te worden aangevuld zodat daarin eerst de regel wordt bepaald waarvan de subsidiërende overheid kan afwijken, en pas daarna in een uitzondering wordt voorzien.

Artikel 10

1. De ontworpen tekst moet worden herzien zodat duidelijk blijkt of de voorwaarden die opgesomd worden in paragraaf 3 al dan niet cumulatief zijn.

2. In paragraaf 4 wordt het volgende bepaald:

“§4. Het subsidiepercentage voor een particuliere begunstigde kan worden vastgesteld op 80 % van de voor subsidie toegelaten uitgaven

1° wanneer het gaat om de heropbouw van verdwenen elementen overeenkomstig artikel 3, 11°, en dit bij een met bijzondere redenen omklede beslissing, extra gemotiveerd voor de pertinentie, de erfgoedkundige meerwaarde en voor de meerkost van de handelingen en werken;

2° het gebouw bevindt zich in sterk vervallen en verlaten staat sinds ten minste 1 januari 2000.

In deze gevallen kan de subsidiërende overheid van de begunstigde eisen dat hij er zich toe verbindt het goed of de delen van het betrokken goed open te stellen voor het publiek, overeenkomstig artikel 11, § 1, 6°.”

Bij deze bepaling behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt:

1° De ontworpen tekst moet worden herzien zodat duidelijk blijkt of de voorwaarden die opgesomd worden in paragraaf 4 al dan niet cumulatief zijn.

2° Het gebruik van het werkwoord “kunnen” veronderstelt dat de subsidiërende overheid over een beoordelingsbevoegdheid beschikt wat betreft de toekenning van het verhoogde subsidiepercentage en het opleggen van de verplichting om het goed toegankelijk te maken.

In de ontworpen tekst moeten de criteria opgesomd worden die door de subsidiërende overheid in aanmerking genomen moeten worden om te beslissen of een verhoogd

subsidiepercentage moet worden toegekend, of om al dan niet de verplichting op te leggen om het betrokken goed toegankelijk te maken voor het publiek.

Hoewel het eerste lid, 1°, zulke criteria bevat, is dat niet het geval met het eerste lid, 2°, noch met het tweede lid.

De ontworpen tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld.

3. In artikel 11, § 1, 6°, wordt de de begunstigde of “de persoon die instaat voor de werken”⁹ verplicht “er zich via een overeenkomst met het bestuur toe (te) verbinden om het beschermde goed voor het publiek toegankelijk te maken en dit in overeenstemming met de modaliteiten voorzien in het besluit genomen in toepassing van het artikel 298, tweede lid van het BWRO, wanneer hij, in zijn hoedanigheid van particuliere begunstigde, een subsidie verkrijgt in toepassing van de artikelen 10, § 3 en 10, § 4, tweede lid”.

Nu is het evenwel zo dat in artikel 10 alleen paragraaf 4 de subsidiërende overheid de mogelijkheid biedt om de begunstigde (en bovendien alleen laatstgenoemde) te verplichten zich ertoe te verbinden om het goed of delen van het betrokken goed open te stellen voor het publiek.

De ontworpen tekst moet worden herzien teneinde die inconsistenties weg te werken.

Artikel 11

1. De vraag rijst wat bedoeld wordt met de woorden “de persoon die instaat voor de werken”. De ontworpen tekst behoort te worden herzien teneinde dit begrip nader te preciseren.

2. Volgens paragraaf 1, 5°, komt het aan het bestuur toe om te oordelen of de desbetreffende verzekeringen toereikend zijn. In zoverre de subsidiërende overheid in artikel 1, 5°, gedefinieerd wordt als de regering, of - in geval van delegatie - de minister of de staatssecretaris, moet die beslissing worden genomen door die instantie, doch niet door het bestuur.¹⁰

Dezelfde opmerking geldt, *mutatis mutandis*, voor artikel 11, § 1, 6°, wat betreft de overeenkomst die gesloten moet worden met het oog op het toegankelijk maken voor het publiek van het beschermde goed.

3. In paragraaf 3, 2°, dienen de woorden “tijdens en na de werken;” vervangen te worden door de woorden “tijdens en na de handelingen en werken;”.

4. In paragraaf 4, 2°, legt de ontworpen tekst de volgende verplichting op:

⁹ Wat deze uitdrukking betreft, zie hierna opmerking 1 betreffende artikel 11 van het ontwerp.

¹⁰ Zie ook het reeds genoemde advies 34.621/4.

“de begunstigde die het beschermde goed verder verkoopt, of zijn rechten erop overdraagt binnen de vijf jaar volgend op de betaling van de subsidie, bezorgt het bestuur, binnen de maand na het verlijden, een kopie van de authentieke verkoop- of overdrachtsakte van het goed, en voegt hierbij een kopie van de authentieke akte waarbij hij het goed of de rechten die hij overdraagt, verworven heeft en een kopie van de beslissing tot toekenning van de subsidie”.

Aangezien het gaat om het bezorgen van kopies van authentieke akten inzake de verkoop van een goed of de overdracht van rechten, is een dergelijke verplichting buitensporig.

De afdeling Wetgeving heeft er reeds meermaals op gewezen dat een dergelijke vereiste geen afbreuk mag doen aan de bescherming van het privé- en gezinsleven van zowel de begunstigde als van derden, wanneer door het bezorgen van de kopie van dergelijke authentieke akten, de subsidiëtrekker de kopie van akten moet bezorgen waaruit de oorsprong van de eigendom van onroerende goederen blijkt, bijvoorbeeld naar aanleiding van een schenking of een erfenis, van huwelijksovereenkomsten of van akten van verdeling, of waaruit de bestemming van die goederen blijkt in hoofde van derde belanghebbenden bij de subsidieaanvraag. De voorkeur dient uit te gaan naar vereisten die de minste impact hebben op het privé – of gezinsleven van de personen. Het verdient aanbeveling om bijvoorbeeld te spreken over attesten die betrekking hebben op welbepaalde gegevens en die alleen vereist zijn voor de controle op de aanwending van de subsidie.¹¹

Artikel 13

1. Zoals paragraaf 2 van de thans voorliggende bepaling is gesteld, laat deze uitschijnen dat voor de toepassing van deze bepaling niet alleen de meerwaarden in aanmerking worden genomen die zijn verkregen als gevolg van de handelingen en werken die de toekenning van de subsidie voorgeschreven bij het ontworpen besluit hebben gewettigd.

De afdeling Wetgeving ziet niet in op welke grond in het licht van het gelijkheidsbeginsel gerechtvaardigd kan worden dat meerwaarden die bijvoorbeeld zijn

¹¹ Zie advies 54.834/4 dat gegeven is op 2 april 2014 over een ontwerpbesluit 2013/667 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie “modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 27 février 2003 portant règlement de l'octroi de subventions à l'investissement aux maisons d'accueil” en advies 54.859/4 dat gegeven is op 27 januari 2014 over een voorontwerp van decreet “relatif aux arts plastiques” (*Parl.St.*, *Parl. Fr. Gem.*, 2013-14, n° 620/1, 42-53).

Zie ook advies 47.913/4 van 22 maart 2010 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 29 oktober 2010 “betreffende de toekenning van toelagen voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen” (*Parl.St.*, *Verg.Fr.Gem. Comm.*, 2009-10, n° 27/1, 12-16), advies 44.526/4 van 9 juni 2008 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 5 maart 2009 “betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid” (*Parl. St.*, *Verg.Fr.Gem. Comm.*, 2007-08, n° 141/1, 101-110), in het bijzonder opmerking 3, b), onder artikel 69 en advies 32.042/4 van 3 oktober 2001 over een ontwerp dat geleid heeft tot besluit 2001/549 van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 “betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling”, in het bijzonder de tweede opmerking, tweede lid, onder artikel 18.

verkregen als gevolg van andere werken dan die waarvoor krachtens het ontworpen besluit subsidies kunnen worden toegekend, in mindering kunnen worden gebracht van de krachtens dat besluit toegekende subsidie.¹²

De ontworpen tekst dient te worden herzien in het licht van deze opmerking.

2. In paragraaf 2, eerste lid, behoort net als elders in het ontwerp, verwezen te worden naar “artikel 101, § 2, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992”.¹³

Artikel 15

Volgens artikel 15 van het ontworpen besluit is het niet van toepassing op de subsidieaanvragen die vóór de inwerkingtreding ervan werden ingediend.

Die bepaling voorziet echter in geen enkele overgangsregeling ten gunste van degenen die reeds een subsidie hebben ontvangen op het tijdstip van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit. De hoofdstukken VI, VII en VIII bevatten evenwel bepalingen met betrekking tot de verplichtingen ten laste van de begunstigde, de vereffening, de betaling en de teruggave van subsidies, die bij ontstentenis van een uitdrukkelijke uitzonderingsbepaling bedoeld zijn om toepassing te vinden op de subsidies die reeds vóór de inwerkingtreding ervan zijn toegekend.

De tekst moet worden aangevuld teneinde in die leemte te voorzien.¹⁴

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

¹² Zie ook het reeds genoemde advies 34.621/4.

¹³ Artikel 1, 8° en 9°, van het ontwerp.

¹⁴ Zie ook het reeds genoemde advies 34.621/4.